

Libye

## Et s'ils s'accommodaient de Kadhafi ?

mercredi 16 mars 2011, par [GILARDI Paolo](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mars 2011).

*« On a pris un chemin sans retour, mais les alternatives à la situation qu'on est en train de vivre sont inexistantes. On aurait pu penser à une période de transition pilotée par l'armée libyenne. Mais il y a un problème : l'armée n'est pas aussi bien préparée qu'elle l'était en Tunisie et en Egypte ».*

Ces propos de Barah Mikail de l'Institut stratégique des relations internationales résument probablement à merveille le dilemme des occidentaux. Et pourraient expliquer pourquoi ils ont laissé Kadhafi reprendre la main.

Quitte à le « dégager » plus tard ?

Une victoire militaire de Kadhafi telle qu'elle semble se dessiner en ce 15 mars représenterait un premier coup d'arrêt, très sérieux, porté aux révolutions en cours dans la région arabe. Qui plus est, dans un pays qui est à la jonction entre la Tunisie d'un côté et l'Egypte, de l'autre.

De ce point de vue, en plus de la nature particulièrement barbare de la répression, il n'y a aucune raison, contrairement à Chavez et Castro, de soutenir Kadhafi contre une intervention militaire qui semble, le conditionnel est plus que jamais de mise, devenir moins probable.

### Convertis sur le chemin de ... Tripoli ?

Une intervention occidentale n'aurait rien d'humanitaire et encore moins de progressiste. Aucun crédit humanitaire ne saurait être accordé à ceux qui soutiennent les massacres israéliens à Gaza, la politique de terreur du gouvernement colombien ou encore le régime d'Arabie Saoudite.

En Afghanistan, en Irak, ce n'est pas la démocratie et encore moins les droits humains que les interventions ont apporté, mais l'occupation militaire, les violences contre la population, la violation systématique des conventions de Genève. Par quel miracle, ceux qui ont détruit des milliers de vies à Faloudjah viendraient-ils sauver des vies en Libye ?

C'est Sarkozy, l'ami de Moubarak et Ben Ali, qui se fait le champion de l'intervention, au même titre que, chez nous, le libéral Simon Eggly, jadis ardent adversaire des sanctions contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. Porteurs de démocratie en Libye ?

L'Union Européenne appelle aussi à l'intervention. Encore en janvier dernier, cette même UE s'apprêtait pourtant à accorder à la Libye de Kadhafi le statut de partenaire privilégié, un statut qu'elle accorde, par exemple, à Israël.

*Last but not least*, ce sont aussi les USA, avec toutefois des bémols -ils ont deux guerres sur les bras- qui parlent d'intervention. Eux qui, depuis le ralliement de Kadhafi durant les années '90, ont multiplié les investissements en Libye, un pays qualifié encore récemment par la presse US d'élève modèle en matière de privatisations !

Se seraient-ils tous soudainement convertis sur le chemin de ... Tripoli ?

## **Des amis à qui se fier ?**

Pourtant, bien que dans l'air, l'intervention semble s'éloigner. En plus du risque de provoquer un juste réflexe anti-impérialiste dans la région arabe, elle impliquerait un déploiement de forces relativement onéreux pour les Etats Unis et les pays de l'Otan, déjà embourbés en Afghanistan et en Irak, et aux prises avec des difficultés budgétaires.

L'idée d'imposer une zone d'exclusion aérienne est alors évoquée pour éviter l'écueil. Sauf que, comme l'a à plusieurs reprises relevé le ministre de la défense US Robert Gates, pour pouvoir l'imposer, il faut d'abord bombarder et détruire l'aviation libyenne au sol. Donc faire la guerre.

A cet effet, il faudrait aussi pouvoir disposer dans le pays d'amis sûrs sur qui s'appuyer. Ce n'est pas forcément le cas au vu de la composition du Conseil national de transition libyen. S'y côtoient par exemple un Omar el Hariri -17 ans de prison- et Ali Abdelaziz Al Iassoui qui fut ministre de l'économie... jusqu'au 17 février. Et y participe également la « coalition révolutionnaire du 17.2 », opposée à l'intervention étrangère.

Voyant vaciller le tyran qui fut leur allié, les Occidentaux ont voulu reporter leurs espoirs sur une alternative difficile à trouver. Contrairement à l'Egypte où ils misent sur l'armée pour assurer une transition tranquille, en Libye, l'armée ne semble pas faire le poids face à la garde prétorienne de Kadhafi dont une partie des mercenaires sont recrutés en Afrique par une agence... israélienne. Arrêter la main criminelle

Si Kadhafi devait vaincre militairement, s'en accommodaient-ils tout en l'affaiblissant par un embargo, comme ils le firent avec Saddam, quitte à le « dégager » plus tard ? Ca pourrait être une option.

Ecrasés comme le furent les chiites irakiens en 1991, les Libyens seraient les victimes d'un tel embargo, comme le furent les 500'000 enfants irakiens morts entre 1991 et 2003.

Intervention impérialiste et embargo sont des armes contre le peuple libyen. C'est par d'autres moyens qu'il est possible de contribuer depuis ici à arrêter la main criminelle du kleptocrate de Tripoli. La confiscation des fonds d'investissement libyens à l'étranger -et pas seulement les biens de Kadhafi et de ses fils- en est un.

A commencer par ceux investis chez FIAT ou Holcim et par Tamoil.

**Paolo Gilardi**

---

**P.-S.**

\* A paraître dans l'Anticapiste du 17 mars 2011.